

Chapitre 23: FINANCES PUBLIQUES

SOMMAIRE

I.	LISTE DES TABLEAUX.....	392
II.	PRÉSENTATION.....	393
III.	MÉTHODOLOGIE	393
IV.	SOURCES DE DOCUMENTATION	393

I. LISTE DES TABLEAUX

Tableau 23. 1 Ressources budgétaires (En milliards de FCFA) de l'Etat de l'Etat de l'exercice 2013	395
Tableau 23. 2: Estimations des dépenses budgétaires (en milliards de fcfa) au 31/12/2013.....	396
Tableau 23. 3: Tableaux des opérations financières de l'Etat de 2009 à 2014 (En milliards de Francs CFA).....	397
Tableau 23. 4: Ventilation des recettes budgétaires entre 2013 et 2014 (en millions de FCFA).....	398
Tableau 23. 5: Prévisions des dépenses du budget général de l'Etat en 2014 (en millions francs cfa).....	399
Tableau 23. 6: Répartition des crédits ouverts par programme en 2013 (en millions de fcfa).....	401
Tableau 23. 7: Structure des dépenses de l'Etat entre 2011 et 2014 (en milliards de FCFA).....	406
Tableau 23. 8: Budget consolidé de l'Etat pour les exercices 2007 à 2009 (fcfa).....	407
Tableau 23. 9: Budget consolidé de l'Etat pour les exercices 2007 à 2009 (fcfa).....	407
Tableau 23. 10: Ventilation sectorielle des dépenses sur les exercices 2008 et 2009 (fcfa).....	408
Tableau 23. 11: Ventilation sectorielle des dépenses sur les exercices 2010 à 2012 (fcfa).....	409
Tableau 23. 12: Indicateurs clés.....	410
Tableau 23. 13: Projections budgétaires (en milliards) pour les exercices 2015 et 2016.....	412

II. PRÉSENTATION

L'année 2013 a été marquée par l'entrée en vigueur du budget programme. Cette technique de budgétisation a induit un nouveau mode de prévision des dépenses de l'Etat. A cet effet, les dépenses sont désormais composées des Autorisations d'Engagement (AE) et des Crédits de Paiements. Les Crédits de Paiements correspondent aux ressources budgétaires de l'année tandis que les Autorisations d'Engagement permettent de réaliser les dépenses pour lesquelles les ressources prévisionnelles sont rattachées à plusieurs années. Par ailleurs, le nouveau mode de budgétisation a induit la répartition des dépenses de l'Etat selon les programmes correspondant à l'ensemble des politiques publiques.

Les prévisions des ressources budgétaires pour l'exercice 2013 s'élevaient à 3 236 milliards, dont 2 662 milliards de recettes internes (82,3%) et 574 milliards d'autres recettes (17,7%).

Au 31 décembre 2013, les recettes internes sont estimées à 2 625,4 milliards, 36,4 par rapport à la loi de finances. Elles sont composées de recettes pétrolières et non pétrolières. Les recettes pétrolières sont estimées à 699,7 milliards, dont 530 milliards de redevance SNH et 169,7 milliards d'impôts sur les sociétés pétrolières. Les recettes non pétrolières sont estimées à 1 925,7 milliards. Elles comprennent les impôts et taxes intérieurs, les recettes douanières et les recettes non fiscales.

Les prévisions budgétaires avaient situé les autres recettes à 574 milliards, dont 258 milliards de prêts projets, 66 milliards de dons et 250 milliards d'émission de titres publics. Au décembre 2013, les prêts projets sont estimés à 486,5 milliards et les dons à 40,1 milliards pour les dons.

Les dépenses budgétaires prévisionnelles sur l'année 2013 se situaient à 3 733,6 milliards en Autorisation d'Engagement et 3 236 milliards en Crédits de Paiement.

Au terme de l'exercice 2013, les dépenses budgétaires en termes de crédits de paiement totales sont estimées à 3338,8

Les dotations budgétaires au titre des dépenses de fonctionnement se chiffrent à 1 439 milliards, dont 803 milliards pour les dépenses de personnel et 636 milliards pour les dépenses de biens et services. Au terme de l'année, les dépenses de fonctionnement sont estimées à 1 983,4 milliards. Les dépenses de personnel se situent à 790,1 milliards, les dépenses de biens et services à 635,4 milliards et les transferts et pensions à 476 milliards.

Au titre des dépenses d'investissement public, la loi de finances 2013 a prévu un montant de 957 milliards en Crédits de Paiement, dont 281 milliards sur financements extérieurs, 611 milliards sur ressources propres et 65 milliards pour les dépenses de restructuration. Au terme

de l'exercice, les paiements au titre des dépenses d'investissement public sont estimés à 1065,9 milliards, dont 492,7 milliards sur financements extérieurs et 513,5 milliards sur ressources propres. Au 31 décembre 2013, les paiements au titre de la dette publique s'élèvent à 289,5 milliards, dont 107,6 milliards pour la dette extérieure et 181,9 milliards pour la dette intérieure.

III. MÉTHODOLOGIE

Les statistiques des finances publiques sont établies selon une chaîne qui part du cadre macroéconomique au cadre budgétaire.

Le cadrage macroéconomique est élaboré par la Division de la Prévision au Ministère des Finances, en collaboration avec les structures impliquées (MINADER, MINEPIA, MINFOF, MINTOUL, MINTP, MINT, MINEPAT, INS, SNH, etc.).

Les données relatives au budget de l'Etat sont établies par la Direction Générale du Budget (MINFI), en collaboration étroite avec le MINEPAT en ce qui concerne le Budget d'Investissement Public (BIP). Au niveau de la Direction du Budget,

La fixation des prévisions des recettes se fait en conformité avec le cadrage macroéconomique et avec toute autre orientation relative aux Finances Publiques. Les recettes inscrites au Budget de l'Etat sont recouvrées par les différentes Régies des Finances. Les dépenses également prévues par le Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE) sont réparties par chapitre budgétaire. Pour la ventilation des crédits par programmes, les statistiques sont élaborées en étroite collaboration avec les administrations sectorielles ayant un chapitre dans le Budget de l'Etat. Cette collaboration se traduit par des conférences budgétaires, où le projet de budget de chaque Administration est progressivement configuré. De manière particulière, les statistiques relatives à la solde sont élaborées par la Direction de la Dépense des Personnels de l'Etat et des Pensions.

Pour l'essentiel, ces statistiques figurent dans les différentes lois de finance. La Loi de Finance, adoptée par le Parlement et promulguée par le Chef de l'Etat, comprend les prévisions de recettes par catégorie, et les crédits ouverts par chapitre budgétaire et par programme. Elle comprend aussi des annexes donnant la situation économique, sociale et financière du Cameroun sur une ou plusieurs années.

IV. SOURCES DE DOCUMENTATION

Les documents ayant servi à élaborer ce chapitre proviennent de la Direction Générale du Budget (Ministère des Finances) pour les lois de finances des

exercices 2013 et 2014 ; de la Direction des Affaires Economiques (Prévision) du MINFI pour les estimations de 2013, de la Direction de la Dépense des Personnels de l'Etat et des Pensions pour les résultats globaux sur la

solde et de la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA) pour la dette.

TABLEAUX

Tableau 23. 1 Ressources budgétaires (En milliards de FCFA) de l'Etat de l'Etat de l'exercice 2013

Rubrique	Loi de finance 2013	Estimations au 31/12/2013	Taux d'exécution (en %)
A- RECETTES INTERNES	2662,0	2625,40	98,6
I-Recettes pétrolières	705,0	699,7	99,2
1-Redevance SNH	533,0	530,0	99,4
2- IS pétrole	172,0	169,7	98,7
II- Recettes non pétrolières	1957,0	1925,7	98,4
1- Recettes Fiscales	1852,0	1828,9	98,8
a- Recettes des impôts et taxes	1214,0	1231,6	101,4
dont - IRPP	204,0	231,9	113,7
- TVA	428,0	424,3	99,1
- IS non pétrole	269,0	258,4	96,1
- Droits d'accises	97,0	95,6	98,6
- Droits d'enregistrement et timbre	70,0	73,8	105,4
- TSPP	109,0	109,6	100,6
b- Recettes douanières	638,0	597,3	93,6
dont - Droit de douane à l'importation	282,7	268,3	94,9
- TVA import	323,0	292,8	90,7
- Droits d'accises à l'importation	17,5	14,8	84,6
- Droits de sortie	8,3	11,3	136,1
2- Recettes non fiscales	105,0	96,8	92,2
B- AUTRES RECETTES	574,0	574,0	100,0
- Prêts projets	258,0	258,0	100,0
- Dons	66,0	66,0	100,0
dont C2D	43,0	43,0	100,0
- Emission de titres publics	250,0	250,0	100,0
TOTAL RECETTES BUDGETAIRES	3236,0	3152	97,4

Sources : MINFI/DAE, Loi de finances 2014

Tableau 23. 2: Estimations des dépenses budgétaires (en milliards de fcfa) au 31/12/2013

Rubrique	Loi de finance 2013	Estimations au 31/12/13	Taux d'exécution (en %)
I-Dépenses courantes	1965,0	1983,4	100,9
Dép. personnel	803,0	790,1	98,4
Dép. Biens & Services	636,0	635,4	99,9
dont - C2D	13,0	13,0	100,0
Transferts et pensions	526,0	557,9	106,1
II- Dépenses d'investissement	957,0	1065,90	111,4
Sur financements extérieurs	281,0	492,7	175,3
Sur ressources propres	611,0	513,5	84,0
1- Investissement hors C2D	581,0	581,0	100,0
2- C2D	30,0	30,0	100,0
Dépenses de restructurations	65,0	59,7	91,8
III- Service de la dette publique	314,0	289,5	92,2
Dette extérieure	92,8	107,6	115,9
Dette intérieure	221,2	181,9	82,2
dont - amortissement du principal	51,3	86,3	168,2
- Remboursement crédits TVA	79,0	64	81,0
- Arriérés intérieurs	26,1	21,0	80,5
- Remboursement Emprunt obligataire	50,0	50,0	100,0
Total dépenses budgétaires	3236,0	3338,8	103,2

SOURCE : MINFI/DAE, LOI DE FINANCES 2013

Tableau 23. 3: Tableaux des opérations financières de l'Etat de 2009 à 2014 (En milliards de Francs CFA)

Rubriques	2009	2010	2011	2012	2013e	L,f 2014p
A -Recettes totales (i+ii)	2080,8	2410,4	2589,2	2802,4	3152,0	3312,0
I -Recettes internes	1882,5	1936,9	2259,7	2400,9	2625,4	2703,0
1-Recettes pétrolières	507,3	497,0	637,9	659,4	699,7	718,0
- Redevance SNH	318,5	413,0	541,2	498,8	530,0	546,0
- Impôts/stés pétrolières	188,8	84,0	96,7	160,6	169,7	172,0
2-Recettes non pétrolières	1375,2	1439,9	1621,8	1741,5	1925,7	1985,0
- Impôts et taxes	827,1	855,6	990,3	1053,2	1231,6	1240,0
- Recettes douanières	466,5	503,5	545,3	595,5	597,3	638,0
- Recettes non fiscales	81,6	80,8	86,2	94,0	96,8	107,0
II - Autres recettes	198,3	473,5	329,5	401,5	526,6	609,0
- Prêts projets	44,6	89,9	86,6	177,5	486,5	274,0
- Dons	86,9	71,3	66,4	55,0	40,1	55,0
- Emission de titres publics		200,0	50,0	0,0	250,0	280,0
B - Dépenses totales (i+ii+iii)	2080,8	2354,5	2735,3	2802,4	3338,8	3312,0
I - Dépenses courantes	1459,8	1565,4	1721,6	1749,3	1983,4	2009,2
1- Dépenses de personnel	629,3	634,1	681,4	706,1	790,1	835,0
2- Achats sur biens et services	541,0	609,7	545,6	567,3	635,4	641,0
3- Transferts et subventions	289,5	321,6	494,6	475,9	605,8	533,2
Pensions	104,3	116,6	137,5	136,7	152,0	155,0
II- dépenses en capital	440,6	418,8	694,9	741,0	1065,8	1000,0
1- Dépenses sur financement extérieur	72,8	99,7	163,0	189,1	492,7	291,0
2- Dépenses sur ressources internes	355,9	277,1	496,8	490,4	513,5	639,0
3- Dépenses de restructurations	11,9	42,0	35,1	61,5	59,7	70,0
III- Dette publique	191,8	370,3	318,8	341,4	289,5	302,8
1- Dette extérieure	96,7	86,2	88,6	101,4	107,6	104,4
2- Dette intérieure	95,1	284,1	230,2	240,0	181,9	198,4

Source : MINFI/DAE

Tableau 23. 4: Ventilation des recettes budgétaires entre 2013 et 2014 (en millions de FCFA)

Libellés	2013	2014	Variations (en %)
I- Recettes propres	2 662 000	2 703 000	1,5
A- Recettes fiscales	1 852 030	1 878 030	1,4
721 Impôts sur les revenus des personnes physiques	174 500	176 600	1,2
723 Impôts sur les bénéfices des sociétés non pétrolières	269 000	272 000	1,1
724 Impôts sur les revenus servis aux personnes domiciliées	49 000	52 000	6,1
728 Impôts sur les mutations et les transactions	35 000	38 000	8,6
730 Taxe sur la valeur ajoutée et le chiffre d'affaires	751 000	760 800	1,3
731 Taxes sur des produits déterminés et droits d'accises	223 500	227 500	1,8
732 Taxes sur des services déterminés	5 300	5 000	-5,7
733 Impôts sur le droit d'exercer une activité	6 900	7 900	14,5
734 Impôts sur l'autorisation d'utiliser des biens ou	30	30	0,0
735 Autres impôts et taxes sur les biens et services	10 300	7 500	-27,2
736 Droits et taxes à l'importation	282 710	285 880	1,1
737 Droits et taxes à l'exportation et autres impôts sur le commerce extérieur	14 790	11 620	-21,4
738 Droit d'enregistrement et de timbre	30 000	33 200	10,7
B- autres recettes	809 970	824 970	1,9
171 Remboursements à l'Etat de la dette avalisée	3 017	0	-100
172 Remboursements à l'Etat de la dette rétrocédée	3 943	0	-100
710 Droits et frais administratifs	12 253	13 453	9,8
714 Ventes accessoires de biens	79	79	0,0
716 Ventes de prestations de services	13 566	16 666	22,9
719 Loyers des immeubles et revenus des domaines	3 681	3 981	8,1
741 Revenus du secteur pétrolier	715 000	733 000	2,5
745 Produits financiers à recevoir	19 416	18 376	-5,4
761 Cotisations aux caisses de retraite des fonctionnaires	38 000	38 000	0,0
771 Amendes et condamnations pécuniaires	1 015	1 415	39,4
li-emprunts et dons	574 000	609 000	6,1
150 Tirages sur les emprunts multilatéraux directs à l'extérieur	173 093	101 719	-41,2
151 Tirages sur les emprunts bilatéraux directs à l'extérieur	84 907	172 281	102,9
161 Emissions des bons du trésor supérieurs à deux ans	250 000	280 000	12,0
769 Dons exceptionnels de la coopération internationale	66 000	55 000	-16,7
Total général des recettes de l'Etat	3 236 000	3 312 000	2,3

Source : LOI DE FINANCES 2014

Tableau 23. 5: Prévisions des dépenses du budget général de l'Etat en 2014 (en millions de francs cfa)

Chapitres		BF		BIP		Total		Variations (en %)
		2013	2014	2013	2014	2013 (1)	2014 (2)	
1	Présidence de la République	43 898	41 741	8	10 500	52 698	52 241	-0,9
2	Services rattachés à la	9 101	9 219	500	1 300	9 601	10 519	9,6
3	Assemblée Nationale	13 871	14 071	4	4 000	17 871	18 071	1,1
4	Services du Premier Ministre	11 512	10 630	2	3 800	14 312	14 430	0,8
5	Conseil Economique et Social	1 137	1 137	700	700	1 837	1 837	0,0
6	Relations extérieures	26 141	26 355	2	2 500	28 641	28 855	0,7
7	Administration territoriale et	27 784	30 010	8	10 500	36 384	40 510	11,3
8	Justice	30 619	42 187	2	4 072	33 119	46 259	39,7
9	Cour Suprême	3 847	3 910	500	500	4 347	4 410	1,4
10	Marchés Publics	19 419	19 255	3	3 500	22 919	22 755	-0,7
11	Contrôle Supérieur de l'Etat	3 646	4 057	700	900	4 346	4 957	14,1
12	Délégation Générale à la Sureté Nationale	79 411	80 600	6 000	6 000	85 411	86 600	1,4
13	Défense	185 529	189 922	8	8 600	194 079	198 522	2,3
14	Arts et culture	2 888	2 922	850	1 000	3 738	3 922	4,9
15	Education de base	151 018	153 970	20	20 610	171 118	174 580	2,0
16	Sport et éducation physique	13 951	13 541	5	8 000	19 901	21 541	8,2
17	Communication	6 258	6 468	3	3 900	10 158	10 368	2,1
18	Enseignement Supérieur	32 201	32 884	16	16 368	48 201	49 252	2,2
19	Recherche scientifique et	6 731	6 926	5	5 334	11 731	12 260	4,5
20	Finances	40 668	41 585	8	8 250	48 868	49 835	2,0
21	Commerce	4 041	4 094	1	1 500	5 541	5 594	1,0
22	Economie, planification et aménagement du territoire	12 639	9 603	33 790	38 199	46 429	47 802	3,0
23	Tourisme et loisirs	3 187	2 979	6	6 300	9 487	9 279	-2,2
25	Enseignements secondaires	203 161	211 837	17	20 791	220 161	232 628	5,7
26	Jeunesse et éducation civique	5 102	5 373	3	3 673	8 702	9 046	4,0
28	Environnement, protection de la nature et développement durable	2 856	2 961	3 500	3 500	6 356	6 461	1,7
29	Mines, industrie et développement technologique	4 841	3 878	4 000	5 500	8 841	9 378	6,1
30	Agriculture et développement	40 391	41 056	55	57 305	95 520	98 361	3,0
31	Elevage, pêches et industries animales	14 114	13 593	14 652	16 330	28 766	29 923	4,0
32	Eau et Energie	5 494	5 579	102	103	107 794	108 796	0,9
33	Forêts et faune	13 011	12 954	3	4 871	16 511	17 825	8,0
35	Emploi et formation	4 495	3 672	8	12 805	13 236	16 477	24,5
36	Travaux publics	68 735	65 864	184	196	252 735	262 592	3,9
37	Domaines, cadastre et affaires foncières	13 513	13 723	6 000	7 106	19 513	20 829	6,7

Chapitres		BF		BIP		Total		Variations (en %)
		2013	2014	2013	2014	2013 (1)	2014 (2)	
38	Habitat et développement urbain	18 155	17 807	58	62 381	76 904	80 188	4,3
39	Petites et moyennes entreprises,	3 725	4 788	5	6 989	9 714	11 777	21,2
40	Santé publique	90 948	91 370	71	74 500	162 448	165 870	2,1
41	Travail et sécurité sociale	3 519	3 663	650	700	4 169	4 363	4,7
	Affaires sociales	4 974	4 566	650	1 666	5 624	6 232	10,8
43	Promotion de la femme et de la famille	3 803	3 841	650	733	4 453	4 574	2,7
45	Postes et télécommunications	10 884	11 859	27	27 400	38 684	39 259	1,5
46	Transports	5 249	5 351	2	2 500	7 749	7 851	1,3
50	Fonction publique et réforme administrative	12 097	11 160	900	1 445	12 997	12 605	-3,0
51	Elections Cameroon	10 200	9 636	2	1 500	12 200	11 136	-8,7
52	Commission nationale des droits de l'homme et des libertés	720	720	400	500	1 120	1 220	8,9
53	Senat	0	12 200	0	3 000		15 200	-
95	Report	0	2 000	0	5 000		7 000	-
	Marge						0	-
	Chapitres organismes	1 269	1 307	725	786	1 994	2 093 990	5,0
55	Pensions					152 000	155 000	2,0
60	Subventions et contributions					345 450	348 200	0,8
65	Dépenses communes					198 066	198 483	0,2
	Chapitres communs fonctionnement					695 516	701 683	0,9
	Total dépenses courantes (a)					1 965	2 009 200	2,2
						2013	2014	0,0
5	Dette publique extérieure					92 800	104 400	12,5
	- principal					58 700	80 900	37,8
	- intérêts					34 100	23 500	-31,1
5	Dette publique intérieure					221 200	198 400	-10,3
	- principal					206 400	183 100	-11,3
	- intérêts					14 800	15 300	3,4
	Total service de la dette (b)					314 000	302 800	-3,6
						2013	2014	0,0
9	Participations					45 000	45 000	0,0
9	Réhabilitation / restructuration					20 000	25 000	25,0
9	Interventions en investissement					166 550	143 527	-13,8
	Dépenses en capital organismes					725 450	786 473	8,4
	Dont financement extérieur					281 000	291 000	3,6
	Total opérations de développement (c)					957 000	1 000 000	4,5
	Total général des dépenses de l'Etat (a+b+c)					3 236	3 312 000	2,3

SOURCE : MINFI/DAE

Tableau 23. 6: Répartition des crédits ouverts par programme en 2013 (en millions de fcfa)

N° ordre	Programme	AE	CP
	Présidence de la République	52 698	52 698
1	001-Formulation et coordination de l'action présidentielle	18 434	18 434
2	002-Protection présidentielle et intégrité du territoire	8 618	8 618
3	003-Gouvernance et gestion interne de la Présidence de la République	25 646	25 646
	Services rattachés à la Présidence de la République	9 601	9 601
4	016-Formulation et coordination de l'action présidentielle	3 845	3 845
5	018-Gouvernance et gestion interne des services rattachés à la Présidence de la République	5 756	5 756
	Assemblée Nationale	17 871	17 871
6	032-Renforcement du contrôle parlementaire de l'action gouvernementale	5 000	5 000
7	033-Gouvernance et gestion interne de l'Assemblée Nationale	12 871	12 871
	Services du premier ministre	14 562	14 312
8	046-Direction et coordination de l'action gouvernementale	1 498	1 498
9	047-Administration et modernisation des services internes et rattachés aux services du Premier Ministre	13 064	12 814
	Conseil Economique et Social (CES)	1 837	1 837
10	061-Pilotage et développement des missions confiées au CES	884	884
11	062-Renforcement des capacités fonctionnelles du CES	953	953
	MINREXT	28 984	28 641
12	077-Valorisation du potentiel de la coopération bilatérale, des Camerounais de l'étranger et de la diaspora	16 184	16 184
13	078-Dynamisation de la coopération multilatérale et de la coopération décentralisée	1 650	1 650
14	076-gouvernance de l'action diplomatique	11 150	10 807
	MINATD	39 649	36 384
15	092-Modernisation de l'administration du territoire	20 005	18 740
16	094-Renforcement des mesures de protection civile	3 554	3 554
17	095-Administration et gouvernance du MINATD	9 296	9 296
18	093-Approfondissement du processus de décentralisation	6 794	4 794
	MINJUSTICE	41 300	33 119
19	107-Gouvernance et gestion du sous-secteur justice	10 122	9 141
20	108-Consolidation de l'Etat de droit	12 306	11 906
21	110-Appui à la lutte contre la corruption et les atteintes à la fortune publique	11 139	4 339
22	109-Amélioration de la politique pénale et pénitentiaire	7 733	7 733
	Cour Suprême	4 347	4 347
23	121-Administration et gestion des services de la cour suprême	3 242	3 242
24	122-Contrôle de la transparence financière, de la gestion budgétaire et de la qualité des comptes publics	615	615
25	123-Contribution à la consolidation de l'Etat de droit	490	490
	MINMAP	25 519	22 919
26	715-Passation des marchés publics	6 612	6 612

N° ordre	Programme	AE	CP
27	716-Contrôle de l'exécution des marchés publics	4 730	4 730
28	717-Renforcement des moyens d'accompagnement et gouvernance du MINMAP	14 177	11 577
	Contrôle Supérieur de l'Etat (CONSUPE)	4 346	4 346
29	136-Amélioration du cadre institutionnel, juridique et méthodologique du contrôle administratif en vue de son arrimage aux standards internationaux	403	403
30	137-Renforcement de la lutte contre les atteintes à la fortune publique	1 259	1 259
31	138-Pilotage et renforcement des capacités opérationnelles du MINCONSUPE	2 684	2 684
	DGSN	87 310	85 411
32	151-Consolidation de la sécurité publique	7 631	7 090
33	152-Pilotage et renforcement des moyens d'accompagnement de la DGSN	75 843	74 795
34	154-Renforcement de la surveillance des frontières	1005	891
35	155-Amélioration des méthodes et techniques de recherche du renseignement	2 831	2 635
	MINDEF	197 174	194 079
36	168-Coordination et pilotage de la politique de défense nationale	44 365	44 166
37	166-Renforcement de la défense du territoire	101 158	100 429
38	169-Participation des forces armées à l'action nationale de développement	1 355	1 355
39	170-Participation de la défense nationale à la protection des personnes et des biens	50 296	48 129
	MINAC	4 888	3 738
40	181-Conservation de l'art et de la culture camerounaise	351	341
41	182-Développement des actifs de la propriété littéraire et artistique	1051	567
42	183-Renforcement des moyens d'accompagnement du sous-secteur arts et culture	3 486	2 830
	MINEDUB	171 818	171 118
43	198-Gestion et gouvernance éducative	24 736	24 036
44	196-Universalisation du cycle primaire	100 126	100 126
45	197-Appui au développement du préscolaire	10 837	10 837
46	199-Alphabétisation, éducation non formelle et promotion des langues nationales	36 119	36 119
	MINSEP	19 997	19 901
47	213-Administration et pilotage des programmes du sous-secteur sports et éducation physique	4 568	4 568
48	211-Encadrement du mouvement sportif	9 054	9 054
49	212-Développement des infrastructures sportives	6 375	6 279
	MINCOM	14 315	10 158
50	226-Amélioration de l'offre et de l'accès à l'information	10 676	6 518
51	228-Pilotage et coordination du sous-secteur de la communication	3 639	3 640
	MINESUP	64 233	48 201
52	244-Amélioration de la gouvernance du système de l'enseignement supérieur et de la gestion des flux	34 440	32 478
53	241-Développement de la composante technologique et professionnelle de l'enseignement supérieur	21 017	12 247
54	242-Modernisation et professionnalisation des établissements facultaires classiques	7 525	2 225
55	243-Structuration, amélioration et valorisation de la recherche et de l'innovation universitaires et de l'internationalisation de l'enseignement supérieur	1 251	1 251

N° ordre	Programme	AE	CP
	MINRESI	12 263	11 731
56	256-Recherche et développement agricole	5 860	5 560
57	257-Recherche et développement technologique, géologique et minier	1 891	1 841
58	258-Recherche et développement social	1 601	1 419
59	259-Appui à la politique du sous-secteur recherche et innovation	2 911	2 911
	MINFI	51 211	48 868
60	275-Coordination administrative, modernisation des services et promotion de la gouvernance au MINFI	12 618	11 688
61	271-Optimisation des recettes non pétrolières, amélioration du climat des affaires et protection de l'espace économique national	12 954	12 783
62	272-Gestion de la trésorerie de l'Etat et de la dette, comptabilité publique et financement de l'économie	14 931	13 689
63	274-Modernisation de la gestion budgétaire de l'Etat	10 708	10 708
	MINCOMMERCE	6 171	5 541
64	286-Développement des exportations	680	680
65	287-Régulation du marché intérieur	2 312	1 682
66	288-Management des ressources du MINCOMMERCE	3 179	3 179
	MINEPAT	57 229	46 429
67	301-Administration et gouvernance du MINEPAT	17 265	17 214
68	302-Appui à la relance économique pour l'accélération de la croissance	2 206	2 206
69	304-Renforcement de la planification du développement et intensification des actions d'aménagement du territoire	36 102	25 353
70	305-Renforcement du partenariat au développement et de l'intégration régionale	1 656	1 656
	MINTOUL	19 227	9 487
71	317-Développement de l'offre de tourisme et des loisirs	14 180	5 470
72	318-Promotion du tourisme et des loisirs	956	956
73	319-Renforcement du cadre institutionnel de développement du tourisme et de loisirs	793	623
74	320-Administration et gouvernance du MINTOUL	3 298	2 438
	MINESEC	222 891	220 161
75	334-Gouvernance et partenariat du MINESEC	193 104	190 374
76	333-Développement de l'enseignement secondaire normal	823	823
77	331-Développement de l'enseignement secondaire général	18 505	18 505
78	332-Développement de l'enseignement secondaire technique et professionnel	10 459	10 459
	MINJEC	24 184	8 702
79	346-Education civique et insertion sociale des jeunes	10 165	4 165
80	348-Gouvernance et développement institutionnel du MINJEC	1 824	1 744
81	347-Promotion économique des jeunes	12 195	2 793
	MINEPDED	6 626	6 356
82	361-Désertification et changements climatiques	2 882	2 882
83	362-Gestion durable de la biodiversité	838	838
84	363-Lutte contre les pollutions et les nuisances et substances chimiques nocives et/ou dangereuses	389	389
85	364-Pilotage et administration du MINEPDED	2 517	2 247

N° ordre	Programme	AE	CP
	MINIMIDT	8 841	8 841
86	379-Renforcement des moyens d'accompagnement du MINIMIDT	3 989	3 989
87	376-Valorisation des ressources minières et géologiques	2 262	2 262
88	377-Diversification et amélioration de la compétitivité des filières industrielles	2 220	2 220
89	378-Valorisation des inventions, innovations technologiques et actifs de la propriété industrielle	370	370
	MINADER	101 686	95 520
90	392-Amélioration de la productivité et compétitivité des filières	46 937	46 937
91	393-Modernisation des infrastructures rurales et des facteurs de productions agricoles	16 958	10 792
92	394-Gestion durable des ressources naturelles spécifiques à l'agriculture	1 027	1 027
93	391-Développement institutionnel et renforcement des capacités du MINADER	36 764	36 764
	MINEPIA	29 550	28 766
94	406-Développement des productions et des industries animales	10 177	10 177
95	407-Amélioration de la couverture sanitaire des cheptels et de la lutte contre les zoonoses	4 626	4 626
96	409-Pilotage et amélioration du cadre institutionnel du MINEPIA	9 985	9 201
97	408-Développement des productions halieutiques	4 762	4 762
	MINEE	176 166	107 794
98	424-Renforcement des moyens d'accompagnement des sous-secteurs eau et énergie	4 849	4 729
99	423-Accès à l'eau potable et à l'assainissement liquide	65 832	64 502
100	421-Offre d'énergie	100 294	34 502
101	422-Accès à l'énergie	5 191	4 061
	MINFOF	18 161	16 511
102	961-Aménagement et renouvellement de la ressource forestière	8 739	7 089
103	962-Sécurisation et valorisation des ressources fauniques et des aires protégées	4 122	4 122
104	963-Valorisation des ressources forestières ligneuses et non ligneuses	1 214	1 214
105	960-Pilotage, gestion institutionnelle et gouvernance du sous-secteur forêts et faune	4 086	4 086
	MINEFOP	13 736	13 236
106	452-Promotion de l'emploi décent	2 260	2 219
107	453-Développement de la formation professionnelle	3 622	3 326
108	454-Renforcement de l'efficacité des moyens d'actions du MINEFOP	7 854	7 691
	MINTP	516 219	252 735
109	467-Construction du réseau routier	358 137	135 784
110	468-Maintenance du réseau routier	117 477	82 846
111	469-Renforcement de l'ingénierie de la construction	1 183	1 183
112	470-Renforcement institutionnel du MINTP	39 422	32 922
	MINDCAF	23 350	19 513
113	481-Modernisation du cadastre	3 057	3 057
114	482-Protection et développement du patrimoine de l'Etat	8 800	8 420
115	483-Constitution des réserves foncières et lotissements domaniaux	7 317	3 860

N° ordre	Programme	AE	CP
116	484-Amélioration de la gouvernance et des conditions de travail au MINDCAF	4 176	4 176
	MINH DU	137 501	76 904
117	499-Pilotage et administration de la politique du sous-secteur urbain	12 344	8 973
118	496-Développement de l'habitat	6 224	5 124
119	497-Amélioration de la gouvernance et de l'environnement urbains	19 126	17 293
120	498-Développement des infrastructures de transport urbain	99 807	45 514
	MINPMEESA	9 714	9 714
121	511-Amélioration de la compétitivité des pme	1 207	1 207
122	512-Promotion de l'initiative privée et amélioration du climat des affaires en faveur des pme	4 209	4 209
123	513-Promotion de l'entrepreneuriat collectif et amélioration des performances des TPE et de l'artisanat	1 281	1 281
124	514-Renforcement des capacités du MINPMEESA	3 017	3 017
	MINSANTE	164 747	162 448
125	530-Gouvernance et amélioration des conditions de travail au MINSANTE	76 283	76 283
126	528-Viabilisation du district de santé	33 804	32 065
127	526-Santé de la mère, de l'adolescent et de l'enfant	25 103	25 103
128	527-Lutte contre la maladie et promotion de la santé	29 557	28 997
	MINTSS	4 169	4 169
129	541-Promotion de la sécurité sociale pour le grand nombre	141	141
130	542-Amélioration de la protection du travail	1 033	1 033
131	543-Gouvernance et pilotage du sous-secteur travail et sécurité sociale	2 995	2 995
	MINAS	5 624	5 624
132	560-Gestion et gouvernance sociales	4 134	4 134
133	557-Protection sociale et prévention des déficiences, de l'inadaptation sociale, des risques et fléaux sociaux	549	549
134	559-Solidarité nationale et justice sociale	941	941
	MINPROFF	4 827	4 453
135	572-Développement de la famille	632	632
136	571-Promotion de la femme et du genre	2 278	2 278
137	573-Développement institutionnel et gouvernance du sous-secteur femme et famille	1 917	1 543
	MINPOSTEL	42 640	38 684
138	586-Densification du réseau et amélioration de la couverture nationale postale	5 881	2 426
139	587-Développement et optimisation des réseaux et services des télécommunications et tic	30 880	30 655
140	588-Soutien à la politique du sous-secteur postes et télécommunications	5 879	5 603
	MINT	9 085	7 749
141	607-Développement et réhabilitation des infrastructures de base	2 387	2 387
142	602-Amélioration du système de sûreté et sécurité des différents modes de transports et amélioration du système de collecte des données météorologiques	3 453	2 537
143	603-Amélioration des conditions, moyens de travail et promotion de la bonne gouvernance au MINT	3 245	2 825
	MINFOPRA	12 997	12 997
144	616-Amélioration de la gestion des ressources humaines de l'Etat	832	832

N° ordre	Programme	AE	CP
145	617-Approfondissement de la réforme administrative	274	274
146	618-Administration et pilotage du MINFOPRA	11 891	11 891
	Election's Cameroon	12 200	12 200
147	631-Coordination et pilotage des élections au Cameroun	12 200	12 200
	Comite National des Droits de l'Homme et des Libertés	1 120	1 120
148	646-Coordination et pilotage de la CNDHL	1 120	1 120
	Pensions	152 000	152 000
149	661-Pensions	152 000	152 000
	Dettes publiques extérieures	92 800	92 800
150	667-Remboursement de la dette publique extérieure	92 800	92 800
	Dettes publiques intérieures	221 200	221 200
151	673-Remboursement de la dette publique intérieure	221 200	221 200
	Subventions et contributions	345 450	345 450
152	679-Subventions et contributions	345 450	345 450
	Dépenses communes de fonctionnement	198 066	198 066
153	685-Dépenses communes de fonctionnement	198 066	198 066
	Participations et réhabilitation	45 000	45 000
154	697-Participations dans les entreprises	45 000	45 000
	Réhabilitation et restructuration	20 000	20 000
155	703-Réhabilitation et restructuration	20 000	20 000
	Dépenses communes d'investissement	166 550	166 550
156	709-Interventions en investissement	166 550	166 550
	Total	3 733 650	3 236 000

Source : MINFI/DGB

Tableau 23.7: Structure des dépenses de l'Etat entre 2011 et 2014 (en milliards de FCFA)

Rubriques	2011	2012	2013	2014	Variation 2013-2014	
					%	Absolue
Dépenses de personnel	665,0	735,0	802,5	835,0	4,0	32,5
Achats de biens et services	479,2	559,2	665,0	671,0	0,9	6,0
Transferts et subventions	378,8	426,0	497,5	503,2	1,1	5,7
Dépenses en capital	677,2	792,2	957,0	1 000	4,5	43,0
Dettes Publiques	370,8	287,6	314,0	302,8	-3,6	-11,2
TOTAL	2 571	2 800	3 236	3 312	2,3	76,0

Source : MINFI/DGB

Tableau 23. 8: Budget consolidé de l'Etat pour les exercices 2007 à 2009 (fcfa)

Budget consolidé	2007			2008			2009		
	Prévisions	Réalisations	Taux de réalisation (%)	Prévisions	Réalisations	Taux de réalisation (%)	Prévisions	Réalisations	Taux de réalisation (%)
Recettes	1 861 000 000 000	2 118 693 706 968	113,8	2 482 000 000 000	2 353 990 394 932	94,8	2 301 400 000 000	2 096 060 946 118	91,1
Dépenses	1 861 000 000 000	1 529 845 656 938	82,21	2 482 000 000 000	2 054 539 861 733	82,8	2 301 400 000 000	2 041 591 207 044	88,7
Solde		588 848 050 030			299 450 533 199			54 469 739 074	

Source : MINFI/DGTFCM, DAE

Tableau 23. 9: Budget consolidé de l'Etat pour les exercices 2007 à 2009 (fcfa)

Budget consolidé	2010			2011			2012		
	Prévisions (en millions)	Réalisations	Taux de réal. (%)	Prévisions (en millions)	Réalisations	Taux de réal. (%)	Prévisions (en millions)	Réalisations	Taux de réal. (%)
Recettes	2 520 600	2 340 351 834 587	92,85	2 571 000	2 531 754 050 964	98,47	2 800 000	2 751 116 362 685	98,25
Dépenses	2 520 600	2 332 470 662 771	92,54	2 571 000	2 454 250 747 633	95,46	2 800 000	2 724 823 831 702	97,32
Solde		7 881 171 816			299 450 533 199			26 292 530 983	

Source : MINFI/DGTFCM, DAE

Tableau 23. 10: Ventilation sectorielle des dépenses sur les exercices 2008 et 2009 (fcfa)

Libellés	2008				2009			
	Dotations initiales	Dotations finales	Ordonnancements	Taux (%)	Dotations initiales	Dotations finales	Ordonnancements	Taux (%)
souveraineté	133 547 437 000	122 619 999 852	105 083 866 337	85,7	142 269 128 000	142 263 315 669	124 845 872 242	94,7
défense et sécurité	211 320 957 000	207 995 197 705	186 283 697 427	89,6	231 389 008 000	229 720 482 979	213 017 163 462	92,7
administration générale et financière	327 771 788 000	356 921 981 862	279012 853 188	78,2	271 568 552 000	308 683 194 864	268 415 604 134	87,0
éducation, formation et recherche	376 610 331 000	414 301 378 614	355 429 586 803	85,8	454 445 875 000	450 103 734 790	415 988 367 077	92,4
communication, sports et loisirs	37 621 445 000	34 387 625 000	27 908 764 453	81,2	35 804 500 000	35 285 818 500	29 827 208 513	84,5
santé	103 561 823 000	104 566 429 421	81 282 658 128	77,7	164 826 436 000	162 633 385 926	123 121 100 801	75,7
affaires sociales	17 130 000 000	16 168 450 000	13 161 561 035	81,2	21 300 000 000	21 053 731 600	14 828 638 010	70,4
infrastructures	285 098 574 000	325 214 445 240	208 286 586 918	64,0	325 237 604 000	316 740 760 030	269 212 293 587	85,0
production et commerce	173 531 711 000	291 923 856 406	217 596 221 468	74,5	206 134 763 000	187 664 637 687	158 994 949 664	84,7
dépenses non réparties par fonctions	609 805 934 000	607 900 635 900	580 494 065 978	95,5	448 424 134 000	447 250 937 955	423 340 009 554	94,7
totaux	2 276 000 000 000	2 482 000 000 000	2 054 539 861 733	82,8	2 301 400 000 000	2 301 400 000 000	2 041 591 207 044	88,7

Source : MINFI/DGTCFM, DAE

Tableau 23. 11: Ventilation sectorielle des dépenses sur les exercices 2010 à 2012 (fcfa)

Libellés	2010			2011			2012		
	Dotations finales	Ordonnancements	taux (%)	Dotations finales	Ordonnancements	taux (%)	Dotations finales	Ordonnancements	taux (%)
Souveraineté	149 806 226 274	138 646 145 853	92,6	132 559 294 886	128 373 647 107	96,8	148 154 190 000	140 889 632 329	95,1
Défense et Sécurité	223 206 239 001	210 991 392 877	94,5	232 910 330 173	226 645 944 960	97,3	260 817 428 000	254 067 799 572	97,4
Administration générale et financière	446 605 864 344	413 873 731 446	92,7	436 958 074 585	431 743 199 583	98,8	529 679 997 000	518 034 796 263	97,8
Education, Formation et Recherche	418 561 870 503	395 928 454 382	94,6	378 926 631 993	373 768 694 870	98,6	469 807 889 000	459 629 756 815	97,8
Communication, Sports et Loisirs	31 741 618 276	30 496 471 529	96,1	28 592 723 522	24 580 254 436	86,0	36 330 343 000	32 321 133 794	89,0
Santé	166 557 802 587	158 974 683 585	95,4	185 128 522 000	166 302 908 309	89,8	162 036 015 000	155 621 782 667	96,0
Affaires Sociales	15 145 510 752	13 392 014 555	88,4	11 972 800 000	11 640 601 936	97,2	13 027 500 000	11 217 857 884	86,1
Infrastructures	324 959 121 003	301 525 670 238	92,8	374 762 515 548	334 304 788 831	89,2	414 555 205 000	405 038 591 880	97,7
Production et Commerce	246 463 080 083	238 690 448 020	96,8	282 339 157 687	255 215 738 825	90,4	340 567 299 000	324 274 216 548	95,2
Dépenses non réparties par fonctions	497 552 667 177	429 951 650 286	86,4	406 849 949 606	401 674 968 775	98,7	425 024 134 000	423 728 263 950	99,7
				100 000 000 000	100 000 000 000	100,0			
Totaux	2 520 600 000 000	2 332 470 662 771	92,5	2 571 000 000 000	2 454 250 747 633	95,5	2 800 000 000 000	2 724 823 831 702	97,3

Tableau 23. 12: Indicateurs clés

Rubriques	2009	2010	2011	2012	2013	2014
PIB à prix courant (milliards de FCFA)	11040	11700	12546	13515	14368	15508
PIB pétrolier	789	757	941	1075	973	1349
PIB non pétrolier	10251	10943	11605	12440	13396	14159
PIB à prix constant	8867	9157	9536	9973	10517	11159
PIB pétrolier	421	368	342	354	355	490
PIB non pétrolier	8445	8788	9194	9620	10162	10669
	Croissance annuelle (en %)					
PIB à prix constant	1,9	3,3	4,1	4,6	5,5	6,1
PIB pétrolier	-13,6	-12,6	-7,3	3,5	0,4	37,9
PIB non pétrolier	2,9	4,1	4,6	4,6	5,6	5,0
Prix						
Déflateur du PIB	3,8	2,7	3,1	3,1	0,9	1,8
Déflateur du PIB pétrolier	0,3	9,7	34,0	10,3	-9,8	0,5
Déflateur du PIB non pétrolier	4,5	2,6	1,4	2,5	1,9	0,7
Prix à la consommation	3,0	1,3	2,9	2,4	2,1	3,0
Prix des exportations	-15,4	26,3	24,3	1,6	-7,2	-2,8
<i>dont prix du pétrole camerounais</i>	-29,1	31,3	27,0	9,1	-4,1	0,5
Prix des importations	3,1	9,2	2,2	10,3	-1,4	2,7
Termes de l'échange	-18,5	17,0	22,1	-8,6	-5,8	-5,5
Répartition sectorielle						
Secteur Primaire	2,9	6,0	3,1	2,7	3,7	3,6
Secteur Secondaire	-2,5	0,5	1,6	4,9	6,5	11,0
<i>dont pétrole</i>	-13,6	-12,6	-7,3	3,5	0,4	37,9
Secteur Tertiaire	3,5	4,0	5,5	5,5	5,7	4,7
Les composantes de la demande						
Consommation	3,3	5,0	5,3	5,4	5,8	4,5
<i>Privée</i>	3,1	4,6	5,3	5,4	6,4	3,8
<i>Publique</i>	13,1	8,1	4,5	1,6	1,1	9,1
FBCF	3,5	10,7	12,1	1,4	5,6	10,3
<i>Privée</i>	-0,7	3,7	6,2	4,0	5,9	9,6
<i>Publique</i>	-16,2	-31,0	76,6	-4,2	3,9	15,9
Exportations B&S	-12,5	7,8	2,2	-1,3	4,3	3,4
<i>pétrole brut</i>	-13,1	-12,6	-7,3	5,4	0,4	37,9
<i>hors pétrole</i>	-13,3	10,4	1,8	-1,9	4,2	1,1
Importations B&S	-2,7	-2,3	3,5	-3,0	2,5	2,5
	En pourcentage du PIB					
Répartition sectorielle						
Secteur Primaire	21,7	21,7	21,7	21,4	21,1	20,6

Rubriques	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Secteur Secondaire	27,6	27,7	27,3	27,9	27,6	29,7
<i>dont pétrole</i>	7,1	6,5	7,5	8,0	6,8	8,7
Secteur Tertiaire	43,0	43,2	43,2	43,0	43,8	42,2
Impôts et taxes moins subventions	7,7	7,4	7,8	7,6	7,6	7,6
Les composantes de la demande						
Consommation	86,5	86,6	87,5	88,4	87,2	86,2
Privée	75,2	75,0	75,9	77,0	75,8	75,2
Publique	11,3	11,6	11,6	11,5	11,5	11,0
FBCF	17,8	19,0	20,6	19,2	19,4	20,3
Privée	15,6	16,7	18,2	16,9	17,0	17,6
Publique	2,2	2,2	2,4	2,3	2,5	2,7
Exportations biens et services	16,0	17,3	18,4	18,8	18,7	19,8
Importations biens et services	21,0	23,0	26,5	26,6	25,4	26,3
Gouvernement						
Recettes hors dons	16,3	15,4	16,9	16,8	16,7	16,5
<i>pétrolières</i>	4,6	4,2	5,1	4,9	4,9	4,9
<i>non pétrolières</i>	11,7	11,1	11,8	11,9	11,8	11,6
Dépenses	17,5	17,2	19,7	18,8	21,9	19,7
<i>courantes</i>	13,5	13,7	14,1	13,3	14,6	13,2
<i>en capital</i>	4,0	3,6	5,5	5,5	7,4	6,4
Solde budgétaire global	-0,8	-1,2	-2,2	-1,6	-4,7	-2,6
Secteur extérieur						
Balance commerciale	-1,7	-0,9	-2,2	-1,0	-1,3	-0,8
Solde compte courant	-4,8	-3,4	-2,8	-3,6	-4,0	-3,1

Source : MINFI/DAE

Tableau 23. 13: Projections budgétaires (en milliards) pour les exercices 2015 et 2016

	2013	2013	2014	2015	2016	Ecart (en %)
Libellés	LF	Estimations	LF	Projections		
	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(c)/(b)
A -RECETTES TOTALES (I+II)	3236	3134,1	3312	3336,5	4049,3	5,7
I -RECETTES INTERNES	2662	2560,1	2703	2993,1	3742,2	5,6
1-Recettes pétrolières	705	705	718	845,3	1410,9	1,8
- Redevance SNH	533	533	546	637,8	1179,5	2,4
- Impôts/Stés pétrolières	172	172	172	207,6	231,3	0,0
2-Recettes non pétrolières brutes	1957	1855,1	1985	2147,7	2331,3	7,0
- Impôts et taxes	1214	1164,1	1240	1341,6	1455,7	6,5
- Recettes douanières	638	592	638	690,3	749	7,8
- Recettes non fiscales	105	99	107	115,8	126,6	8,1
II - AUTRES RECETTES	574	574	609	343,4	307,1	6,1
- Prêts projets	258	258	274	285,3	241,3	6,2
- Dons	66	66	55	58,2	65,9	-16,7
- Emission de titres publics	250	250	280	-	-	12,0
*Obligations du Trésor (OTA)	-	150	180	-	-	20,0
* Bons du Trésor (BTA)	-	100	100	-	-	0,0
B - DEPENSES TOTALES (I+II+III)	3236	3236	3312	3668,2	4361,1	2,3
I - DEPENSES COURANTES	1965	1965	2009,2	2192,1	2534,4	2,2
1- Dépenses de personnel	803	803	835	874,4	915,6	4,0
2- Achats sur biens et services	636	636	641	734,3	795,9	0,8
3- Transferts et subventions	526	526	533,2	583,4	822,9	1,4
4- Pensions	152	152	155	148,6	158,7	2,0
II- DEPENSES EN CAPITAL	957	957	1000	1152,9	1426,2	4,5

	2013	2013	2014	2015	2016	Ecart (en %)
Libellés	LF	Estimations	LF	Projections		
	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(c)/(b)
* Dépenses sur FINEX	281	281	291	324,9	406,8	3,6
* Dépenses sur ressources internes	611	611	639	758	949,3	4,6
* Dépenses de restructurations	65	65	70	70	70	7,7
III- DETTE PUBLIQUE	314	314	302,8	323,3	400,5	-3,6
* Dette extérieure	92,8	92,8	104,4	109,5	95,6	12,5
- Intérêts	34,1	34,1	23,5	30,5	27,7	-31,1
- Principal	58,7	58,7	80,9	79	67,9	37,8
* Dette intérieure	221,2	221,2	198,4	213,8	304,9	-10,3
dont : - Intérêts	14,8	14,8	15,3	14,5	6,4	3,4
- Principal	51,3	51,3	23,1	46,6	194,7	-55,0
- Arriérés intérieurs	26,1	26,1	20,1	16,1	9,8	-23,0
- Remboursement	79	79	90	86,7	94	13,9
Crédits TVA						
- Remboursement	50	50	50	50		0,0
emprunt obligataire						
Besoin de financement		101,9	0	331,7	311,8	

Source : MINFI/DAE